



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**LORIENT (56)
Travaux de reconstruction et de réhabilitation de la caserne de
gendarmerie Joffre**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Le présent CCAP comporte 44 pages dont celle-ci.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 Objet du marché et lieux d'exécution.....	5
1.2 Décomposition et consistance.....	5
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	6
2.1 Maîtrise d'ouvrage.....	6
2.2 Maîtrise d'œuvre / Conduite de l'opération.....	6
2.3 Contrôle technique de construction.....	6
2.4 C.S.P.S.....	7
2.5 OPC.....	7
2.6 Titulaire.....	7
2.6.1 Co-traitant.....	7
2.6.2 Sous-traitant.....	8
2.6.3 Sous-traitant de second rang.....	9
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES	9
3.1 Pièces particulières.....	9
3.2 Pièces générales.....	10
ARTICLE 4 - CLAUSES SPÉCIFIQUES	10
4.1 Obligation de confidentialité.....	10
4.2 Protection des données à caractère personnel.....	11
4.3 Travaux sur site sécurisé.....	11
ARTICLE 5 - DISPOSITIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET ÉNERGETIQUES	12
5.1 Certification achats responsables.....	12
5.2 Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations.....	12
5.3 Clauses d'insertion sociale.....	13
5.3.1 Les publics visés.....	13
5.3.2 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion.....	13
5.3.3 Les modalités de mise en œuvre.....	14
5.3.4 Particularités des modalités de valorisation des heures de formation et de la globalisation des heures de formation :.....	15
5.3.5 L'engagement d'insertion.....	16
5.3.6 Les heures affectées à la clause sociale pour cette opération sont de :.....	16
5.3.7 L'accompagnement de l'action d'insertion.....	16
5.3.8 Le contrôle de l'action d'insertion.....	17
5.3.9 Suivi et bilan de l'action d'insertion.....	17
5.3.10 Pénalités de non réalisation de l'objectif d'insertion sociale.....	18
5.3.11 Prise en compte des difficultés conjoncturelles et bilan.....	19
5.4 Clauses environnementales.....	19
5.5 Certificats d'Economie d'énergie.....	20
ARTICLE 6 - DÉLAIS D'EXÉCUTION	21
6.1 Délai d'exécution des prestations.....	21

6.2 Calendrier d'exécution.....	21
6.3 Prolongation des délais d'exécution.....	21
6.3.1 Article 18.2 du CCAG.....	21
6.3.2 Jours d'intempérie.....	21
6.4 Retard dans l'exécution des travaux.....	22
ARTICLE 7 - COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE	22
7.1 Notification et information.....	22
7.2 Format et support pour la remise des études.....	23
7.3 Ordres de service.....	23
7.3.1 Pour l'exécution des prestations.....	23
7.3.2 Pour la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs.....	23
ARTICLE 8 - CLAUSES FINANCIÈRES	24
8.1 Prix.....	24
8.1.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	24
8.1.2 Approvisionnements.....	24
8.1.3 Modalités de variation des prix.....	24
8.1.4 Répartition des dépenses communes.....	26
8.1.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	26
8.2 Garanties financières - Hors la partie du lot 1 relative à la démolition et au désamiantage.....	27
8.3 Avance - Option A.....	27
8.4 Modalités de règlement des comptes.....	28
8.4.1 Facturation électronique.....	28
8.4.2 Projets de décompte.....	29
8.4.3 Délai global de paiement.....	30
8.4.4 Intérêts moratoires.....	31
8.4.5 Paiement des co-traitants.....	31
8.4.6 Paiement des sous-traitants de premier rang.....	31
8.4.7 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	31
8.5 Cession ou nantissement de créances.....	32
ARTICLE 9 - CONDITIONS DE RÉALISATION DES OUVRAGES	32
9.1 Assurances.....	32
9.1.1 Assurances du maître d'ouvrage.....	32
9.1.2 Assurances du titulaire.....	32
9.1.3 Dégradations causées aux voies publiques et bâtiments.....	32
9.1.4 Protection de chantiers.....	32
9.2 Caractéristiques des matériaux et des produits.....	33
9.3 Implantation des ouvrages et piquetages.....	33
9.4 Préparation des travaux.....	33
9.4.1 Période de préparation.....	33
9.4.2 Registre de chantier.....	34
9.5 Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail.....	34
9.6 Installation et organisation du chantier.....	35
9.6.1 Installation du chantier.....	35
9.6.2 Alimentation des fluides.....	35
9.6.3 Stockage de matériel et de matériaux.....	35
9.6.4 Signalisation et fermeture de chantier.....	35
9.6.5 Gestion des déchets de chantier.....	35
9.6.6 Horaires de chantier.....	36
9.7 Hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	36

9.8 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	36
ARTICLE 10 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	37
10.1 Essais et contrôle des ouvrages.....	37
10.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	37
10.3 Documents fournis après exécution.....	37
10.4 Réception.....	38
10.5 Levée des réserves.....	39
10.6 Garantie des prestations.....	39
ARTICLE 11 - PÉNALITÉS - PRIMES	39
11.1 Les pénalités.....	39
11.1.1 Montants des pénalités.....	39
11.1.2 Modalités d'application.....	41
11.2 Primes	41
ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	41
ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX	41
13.1 Résiliation du marché.....	41
13.2 Redressement ou liquidation judiciaire.....	42
ARTICLE 14 - LANGUE	42
ARTICLE 15 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	42
15.1 Accord à l'amiable.....	43
15.2 Modes alternatifs.....	43
15.3 Procédure contentieuse.....	43
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	43

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché et lieux d'exécution

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de reconstruction et de réhabilitation de la caserne de gendarmerie Joffre à Lorient (56). Plus précisément, le projet comprend une partie concernant la démolition et reconstruction de deux bâtiments ainsi qu'une partie concernant la réhabilitation de trois bâtiments de la caserne, au sein de la caserne de gendarmerie Joffre.

Caractéristiques :

- site occupé
- 3 bâtiments à rénover, 2 bâtiments à démolir et 2 bâtiments à construire.
- Surface : 6 771 m² SP, 3 677 m² SHAB.

Le montant estimé de l'ensemble des travaux est de 8 705 000 € HT (valeur avril 2025).

Lieux d'exécution :

Caserne Joffre, 32, rue du Couëdic 56100 Lorient.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les documents techniques du cahier des charges dont le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, a fortiori celui-ci ayant réalisé une visite du site, obligatoire dans le cadre de la consultation.

Par convention, le code de la commande publique est désigné sous la terminologie CCP et le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux est désigné sous la terminologie CCAG dans la suite du présent document.

1.2 Décomposition et consistance

Les travaux se décomposent en **dix (10) lots** :

Lot 1	Démolition/désamiantage/gros-oeuvre/flocage/charpente
Lot 2	Bardage et couverture ardoises et aluminium/peinture extérieure/ravalement/ITE/étanchéité
Lot 3	Métallerie serrurerie
Lot 4	Menuiseries extérieures alu
Lot 5	Menuiseries bois intérieures / doublage / cloisons / faux-plafonds
Lot 6	Revêtements sol/faïence/peintures intérieures/nettoyage et mise en service
Lot 7	Ascenseurs
Lot 8	Electricité
Lot 9	Plomberie/ventilation/chauffage
Lot 10	VRD/Plantations/aménagements

Le marché ne comporte pas de tranche.

Il s'agit d'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 Maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de ce marché, en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage, au titre de l'article L.2411-1 du code de la commande publique, est le préfet de zone de défense et de sécurité ouest.

PRÉFECTURE DE ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

Le bureau zonal des achats et des marchés publics du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest est chargé de la passation du présent marché.

2.2 Maîtrise d'œuvre / Conduite de l'opération

La **maîtrise d'œuvre** est assurée par

JBA
1 rue Bisson
44100 Nantes

Les missions du MOE sont : Mission de base (ESQ, APS, APD, PRO, ACT, EXE, VISA, DET, AOR) + DIAG.

La **conduite d'opération** est assurée par :

Préfecture de zone de défense et de sécurité ouest
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest
Bureau Régional de l'Immobilier Bretagne
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

La conduite d'opération n'est pas une conduite d'opération au sens des articles L.2422-3 et L.2422-4 du code de la commande publique.

2.3 Contrôle technique de construction

Le contrôleur technique est :

APAVE
165 rue de la Montagne du Salut
56600 LANESTER

Les missions du contrôleur technique sont : L+P1, S, Le, Th, Sh, F, AV et HAND.

2.4 C.S.P.S.

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est prévue sur le chantier, conformément au code du travail :

Elle est assurée par :

SOCOTEC
4 rue Alice Coleno
56100 Lorient

Les missions du CSPS sont celles comprises par une mission SPS de catégorie 2.

2.5 OPC

La mission OPC est assurée par :

PROJECTIO SAS
39 rue de la Villeneuve
56100 LORIENT

Les missions de l'OPC sont celles inhérentes à la mission de base.

2.6 Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du présent marché.

En cas de départ d'un agent affecté à l'exécution des prestations prévues par le contrat, celui-ci devra être immédiatement remplacé par le titulaire, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent et en conformité avec les obligations de confidentialité attachées au présent contrat.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée. (art. 31.5 du CCAG)

2.6.1 *Co-traitant*

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement. Et en cas de défaillance, il sera fait application de l'article 52.7.2 du CCAG.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

2.6.2 Sous-traitant

Le titulaire peut sous traiter l'exécution de certaines parties de son marché lors de la passation du marché et tout au long de son exécution, à condition de l'avoir déclaré à l'acheteur et d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Un sous-traitant ne peut intervenir sur un chantier qu'une fois accepté et agréé et qu'une fois qu'il aura transmis un PPSPS au coordinateur lorsqu'il est exigé par la loi.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet une déclaration conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-3 du CCP. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement, s'il est déclaré lors du dépôt de l'offre.

Après notification du marché, la demande d'agrément d'un sous-traitant doit être adressée contre récépissé au maître d'ouvrage ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle devra parvenir au maître d'ouvrage 15 jours au plus tard avant le début de l'intervention du sous-traitant et comprendre l'ensemble des pièces listées ci-après.

Conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique, la demande d'agrément du sous-traitant doit être composée de :

- un formulaire DC4 dûment complété et signé par le titulaire et le sous-traitant (le formulaire disponible dans le dossier de consultation est à privilégier) – En cas de groupement, le mandataire doit également signer ce formulaire en plus du membre qui sous-traite,
- les certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références)
- les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins de 6 mois,
- la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP),
- un relevé d'identité bancaire,
- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254- 5 du code du travail
- l'exemplaire unique, le cas échéant, et la main levée du titulaire pour le montant sous-traité (pour les sous-traitants déclarés après la notification du marché).
- L'attestation sur l'honneur relative au respect des sanctions à l'égard de la Russie.

Tout nouveau sous-traitant, quel que soit son rang, présenté en cours d'exécution devra justifier de ces mêmes pièces ainsi que ses conditions de paiement et être accepté par le maître d'ouvrage.

L'acte spécial (DC4), lors de la désignation d'un sous-traitant en cours de marché admis au paiement direct, indique en outre :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans les délais prescrits à l'article R.2193-4 du CCP pour justifier un retard d'exécution et/ou une désorganisation de chantier.

Un titulaire qui demandera un changement de sous-traitant au cours de l'exécution du marché devra justifier que ce sous-traitant dispose des qualifications équivalentes et transmettre l'ensemble des pièces ci-avant listées. De plus, il devra transmettre l'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ainsi qu'un état de paiements effectués au sous-traitant et de l'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

2.6.3 Sous-traitant de second rang

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1^{er} rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire du marché, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1^{er} rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC). Une délégation de paiement pourra être également acceptée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG :

3.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications contractuelles éventuelles,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP 00 et CCTP de chacun des 10 lots) et leurs annexes éventuelles,
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux de l'entreprise titulaire,
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) (les quantités indiquées dans la DPGF ne sont pas contractuelles, le marché étant global et forfaitaire, les prix unitaires servent à établir les situations mensuelles et les modifications contractuelles éventuelles)
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire,
- Le mémoire technique de l'entreprise titulaire du marché et ses annexes éventuelles
- Les plans et documents annexes transmis sur demande lors de la consultation
- Le Plan Général de coordination simplifié (PGC)
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications contractuelles, postérieurs à la notification du marché (accompagnés de l'exemplaire unique original ou la main levée, en cas de cession ou nantissement réalisé préalablement).

Les documents principaux prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3.2 Pièces générales

Ces pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation mais sont réputées connues. Sauf précision dans la liste ci-après, les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois zéro) tel que défini à l'acte d'engagement, sauf dérogations apportées par les pièces particulières du contrat.

- cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S.- D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leurs sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- cahier des charges des documents techniques unifiés (C.C.D. - D.T.U.),
- L'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité.

Les exemplaires des documents contractuels, dont l'original de l'Acte d'Engagement, conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi.

ARTICLE 4 - CLAUSES SPÉCIFIQUES

4.1 Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG.

Les données détenues par le maître d'ouvrage et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par le maître d'ouvrage.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par le maître d'ouvrage, de quelque nature qu'ils soient, dont le titulaire a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire, quel que soit leur rang.

Les données contenues dans les supports informatiques et documents transmis par le maître d'ouvrage, sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage, sans indemnité en faveur du titulaire, sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Sans préjudice des sanctions pouvant être prises à son encontre, notamment d'une résiliation à ses

torts exclusifs du présent marché, le titulaire est tenu de garantir le SGAMI Ouest contre les conséquences de toute nature résultant, directement ou indirectement, d'un non-respect des obligations prévues au présent article.

En cas de défaillance de sécurité dans le système informatique du titulaire, celui-ci doit alerter le maître d'ouvrage pour suivre la procédure prévue par ce dernier.

4.2 Protection des données à caractère personnel

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Au titre de la traçabilité et de la transparence, l'entreprise est garante, à tout moment, de la conformité, de la sécurité et de la garantie de la confidentialité des données à caractère personnel traitées.

L'entreprise s'engage à prendre en compte les principes de protection des données dès la conception d'un service requérant un ou plusieurs traitements de données personnelles.

Elle tient un registre de traitements des données et tient à la disposition du maître d'ouvrage, les documents relatifs à la sécurité de ses données, les analyses de risques et la liste détaillée des mesures de sécurité mises en œuvre. Cette communication devra être effectuée dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit heures après la découverte de la faille de sécurité ou suivant réception d'une plainte.

Le titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage de la survenance de toute faille de sécurité, perte de données et d'incidents ainsi que de toute plainte adressée par tout individu concerné par le traitement réalisé au titre du contrat.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

4.3 Travaux sur site sécurisé

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants au projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence. À l'issue du contrôle des pièces d'identité, l'administration peut refuser l'accès du site aux participants annoncés à tout moment sans énoncer ses motifs. L'entreprise sera invitée à présenter un nouveau participant dans les mêmes conditions que précédemment (formulaire rempli et copie CNI dans les délais impartis). Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un retard d'exécution au titre de la mise en place de ces mesures.

Le maître d'ouvrage peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le titulaire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du titulaire sont soumis à cette même règle.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur et sur le site concerné par l'exécution.

Le titulaire est tenu d'être présent ou de se faire représenter à tous les rendez-vous de coordination qui sont provoqués par le Conducteur de l'opération.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES

5.1 Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR, disponibles sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagne dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

5.2 Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, les titulaires des marchés du ministère de l'Intérieur devront s'assurer qu'ils :

- respectent leurs obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- ne sont pas condamnés pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et pour le non respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L. 1146-1 du Code du travail) ;
- mettent en place (pour les entreprises de plus de 50 salariés) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

5.3 Clauses d'insertion sociale

Le SGAMI, maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagé dans une politique volontariste et une démarche forte d'incitation à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi en lien avec les objectifs du PNAD 2022-2025. Dans ce cadre, il permet d'utiliser la commande publique comme un levier en faveur de l'accès à l'emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle et à lutter contre le chômage.

Ce marché intègre un dispositif d'insertion socioprofessionnelle de publics éloignés de l'emploi, en application des dispositions des articles L2112-2 à L2112-4 du code de la commande publique, dont les conditions d'exécution sont détaillées au présent document.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement par le facilitateur avant leur prise de poste.

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, comme cité plus bas.

Cet engagement est formalisé dans l'acte d'engagement.

5.3.1 Les publics visés

L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, devra pour l'exécution du marché, intégrer dans son offre une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi, à savoir :

- Les publics bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS, AAH, ATA) ;
- Les jeunes de moins de 26 ans non qualifiés, ou décrocheurs scolaire, inscrits à la Mission Locale;
- Les personnes ayant la reconnaissance de la Qualité de Travailleurs handicapés,
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (> 1 an) et demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les personnes relevant d'une structure d'Insertion par l'Activité Economique ;
- Les personnes en difficulté particulière d'insertion professionnelle, dont la liste détaillée est précisée en référence aux articles 20.1.1 du CCAG pour les marchés publics de travaux ou 16.1.1 du CCAG pour les marchés de fournitures et de services ou 18.1.1 pour les marchés publics de maîtrise d'œuvre (arrêté du 30/03/2021).

NB : il est précisé que l'entreprise titulaire conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

Tout employeur dont les salariés accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics, est tenu de demander la Carte BTP pour les salariés concernés. Cela s'applique donc aux structures d'insertion (associations intermédiaires, entreprises d'insertion) dès lors qu'elles mettent à disposition des salariés sur les chantiers. L'entreprise titulaire devra donc s'assurer de cette dotation en carte BTP, y pourvoir en cas d'absence, et vérifier que le salarié en insertion en soit porteur le temps du chantier.

En outre, le titulaire du marché est dans l'obligation de former le personnel en insertion, placé sous son autorité, à l'ensemble des protocoles de sécurité de l'entreprise et dans le cadre du PPSPS validé par le coordonnateur en SPS. A ce titre, l'entreprise devra le doter d'équipements de protection individuelle à son usage propre.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L. 2113-12 et suivants du code de la commande publique.

5.3.2 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

L'assistance technique du Maître d'Ouvrage est réalisée par un facilitateur que le maître d'ouvrage met à disposition pour :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux, et renseigner sur les différentes possibilités existantes sur le territoire, pour répondre à l'action d'insertion : embauche directe de demandeurs d'emplois, recours à une structure de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) ..., informer sur les actions de formations préalables à l'embauche en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle, informer sur les mesures en vigueur (contrats aidés...)...
- Être présent à la première réunion de chantier pour rencontrer toutes les entreprises attributaires,
- Recherche des candidats correspondants au(x) profil(s) de poste(s) défini(s) par l'entreprise si besoin énoncé par celle-ci et proposer ces publics prioritaires à l'entreprise.
- Proposer des actions permettant l'identification de profils intéressants et validant au moins un critère d'éligibilité de la clause d'insertion : Découverte des métiers concernés, visite de chantier, réunion d'information collective préalable à un recrutement ou une entrée en formation, ...
- Assister les cocontractants ou sous-traitants, dans le suivi et l'exécution de la clause, en aval de la passation du contrat.
- Valider l'éligibilité des profils que l'entreprise souhaiterait recruter en interne et positionner sur son obligation d'insertion. L'éligibilité est validée par le facilitateur impérativement en amont de la mise en œuvre de l'action d'insertion sociale.

La maîtrise d'œuvre du chantier se réserve la possibilité d'inviter le facilitateur aux réunions de chantiers, et en particulier à la première réunion afin de rencontrer l'ensemble des entreprises attributaires et sous-traitants.

Coordonnées du facilitateur de la clause d'insertion

Romain FOUQUERAY

Facilitateur de clause d'insertion
Responsable du Développement Territorial
Mission Locale du Pays de Lorient
9bis Place François Mitterrand
56100 - Lorient
02 97 21 42 05
06 07 24 70 47

r.fouqueray@mllorient.org
clausessociales@mllorient.org

5.3.3 Les modalités de mise en œuvre

Les modalités de réalisation de l'action d'insertion professionnelle sont détaillées dans le CCAG (Arrêté du 30/03/2021).

L'ensemble de ces modalités doivent répondre à une démarche qualitative afin de sécuriser le retour, l'accès à l'emploi ainsi que sa pérennisation. Le périmètre de l'action d'insertion visant le retour à l'emploi doit être clairement défini, en lien avec le facilitateur en charge du contrôle de l'action.

Autrement dit, l'entreprise titulaire du marché réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

→ **1ère modalité :**

L'embauche directe dans l'entreprise.

→ **2ème modalité :**

La mise à disposition de salariés. Dans ce cas, l'entreprise est en relation avec un organisme qui met à sa disposition des salariés en parcours d'insertion, durant la durée du marché.

Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion,
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire,
- D'un Groupement d'Employeur pour l'Insertion et la Qualification GEIQ,
- D'une association intermédiaire, pour une mise à disposition inférieure à 240 heures par an et par personne,
- D'un Etablissement et Service d'Aide par le Travail,
- D'une structure équivalente, à vérifier le cadre juridique auprès du facilitateur.

Les Entreprises de Travail Temporaire peuvent s'inscrire dans le dispositif de la clause sociale dans la commande publique. Elles doivent néanmoins mettre en place un plan d'accompagnement individuel qui exposera sur la qualité du parcours d'insertion.

Ce plan d'accompagnement personnalisé tripartite entre le bénéficiaire, l'entreprise utilisatrice et l'ETT présente son accompagnement socioprofessionnel, son plan de formation, sa montée en compétences, la durée de son contrat de travail, les modalités de prise en compte pour sa pérennisation d'emploi et tous autres éléments permettant d'apprécier la sécurisation de son parcours.

Le facilitateur en charge du contrôle de l'action d'insertion doit obligatoirement valider l'éligibilité du public, le plan d'accompagnement individuel et sa bonne réalisation.

→ **3ème modalité :**

Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion ou une entreprise adaptée et un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT).

L'entreprise titulaire s'engage à adresser au facilitateur de clauses sociales d'insertion, au plus tard un mois après le début d'exécution du marché, une attestation de l'organisme d'insertion précisant le nombre d'heures engagées ou le nombre d'emplois générés en Equivalent Temps Plein (dans le cadre de la mise à disposition ou des prestations sous-traitées ou co-traitées).

5.3.4 Particularités des modalités de valorisation des heures de formation et de la globalisation des heures de formation :

Il est précisé que les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion lorsqu'elles font partie du contrat travail, puisque l'entreprise rémunère ces heures. Autrement dit, les formations réalisées en amont d'un contrat de travail et les périodes de stage ne sont pas comptabilisables.

Après attribution du présent contrat, et en cas de cumul par l'entreprise attributaire de plusieurs obligations de clause d'insertion contractées auprès de la région Bretagne, une optimisation de ces dernières au profit d'une seule et même personne sur un emploi direct et durable pourra être étudiée avec le facilitateur du Marché.

L'entreprise attributaire du marché peut solliciter la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché.

La globalisation est donc possible :

- si elle favorise le parcours d'insertion du public éligible à la clause sociale sur un contrat de qualité.
- dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur, à savoir sur le périmètre géographique du bassin d'emploi de Lorient.
- sur un territoire limitrophe au bassin d'emploi de Lorient (selon la définition administrative de Pôle emploi), à titre exceptionnel, si elle est objectivée comme contribuant à la consolidation des parcours des salariés concernés par la clause sociale et après accord des

facilitateurs des territoires concernés.

Cette dernière ne sera effective qu'après acceptation du facilitateur référent en charge du contrôle et sous réserve de l'accord de la maîtrise d'ouvrage.

Les modalités de mise en œuvre seront définies avec la Mission Locale Réseau pour l'emploi Pays de Lorient, avant le démarrage de la prestation.

Tout recrutement via une embauche directe doit faire l'objet d'une validation préalable par le facilitateur.

5.3.5 L'engagement d'insertion

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, comme cité plus bas. Cet engagement est formalisé dans l'acte d'engagement.

5.3.6 Les heures affectées à la clause sociale pour cette opération sont de :

Lot(s)	Désignation	Nombre d'heures
1	Démolition/désamiantage/gros-oeuvre/flocage/charpente	3955
2	Bardage et couverture ardoises et aluminium/peinture extérieure/ravalement/ITE/étanchéité	1015
3	Métallerie serrurerie	189
4	Menuiseries extérieures	234
5	Menuiseries bois intérieures / doublage / cloisons / faux-plafonds	560
6	Revêtements sol/faïence/peintures intérieures/nettoyage et mise en service	770
8	Electricité	315
9	Plomberie/ventilation/chauffage	385
10	VRD/Plantations/aménagements	294
TOTAL D'HEURES		7717

5.3.7 L'accompagnement de l'action d'insertion

L'entreprise titulaire doit désigner en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment :

- Prendre contact, dans les 4 semaines suivant la notification du marché, avec le facilitateur afin de mettre en place une réunion spécifiquement dédiée à la mise en œuvre de l'obligation d'insertion.
- Coordonner le lien entre le facilitateur et les éventuels sous-traitants du titulaire afin que l'ensemble des prescriptions liées à la présente clause sociale, dont le titulaire demeure le garant, puissent être déclinées de manière conforme.
- Désigner en interne la/les personne(s) en charge du tutorat en entreprise des personnes accueillies en application de la présente disposition.

Seront validés / définis par le facilitateur, et pour chacune des entreprises intervenantes et concernées par la clause sociale :

- la conformité du scénario de mise en œuvre,
- l'éligibilité du public,
- les modalités de suivi, de reporting et leur régularité.

5.3.8 *Le contrôle de l'action d'insertion*

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, il produit chaque mois, tous les renseignements utiles (dates d'embauches, nombre d'heures réalisées, types de contrats, postes occupés, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

Les informations à apporter seront déterminées conjointement avec le maître d'ouvrage et le titulaire après notification du marché.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, des difficultés rencontrées pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues par le CCAP.

La non-exécution de la clause d'insertion entraîne l'application d'une pénalité définie par le CCAP.

5.3.9 *Suivi et bilan de l'action d'insertion*

A la demande du maître d'ouvrage, le facilitateur procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. La structure porteuse du contrat de travail transmettra au facilitateur les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- contrat de travail,
- bulletins de salaire,
- relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Il est précisé que le cumul des heures travaillées et celui des heures de formations, définies dans le contrat de travail, sont cumulées dans la valorisation des heures d'insertion, afin de faciliter la professionnalisation de la personne concernée par l'action d'insertion.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné. Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par l'entreprise titulaire vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée au facilitateur du marché désigné par le maître d'ouvrage. La mise en œuvre de l'obligation et de l'ensemble des prescriptions ici mentionnées demeurent de la responsabilité de l'entreprise titulaire.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le facilitateur pourra être amené à participer. Il suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. Ce contrôle sera exercé par le facilitateur mandaté par le Maître d'ouvrage. A cet effet, le titulaire produit le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Traitement de données à caractère personnel

Afin de répondre à ses obligations en matière d'insertion socioprofessionnelle découlant du présent contrat, le titulaire est amené, durant la durée du marché, à collecter des données personnelles concernant les personnes éligibles à ce dispositif. Ces données devront être transmises, selon les modalités définies entre les parties, au guichet Clauses sociales de la Mission locale – réseaux pour l'emploi – Pays de Lorient, à des fins de contrôle de l'éligibilité des bénéficiaires, et à des fins de statistiques anonymisées.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016, dit règlement général sur la protection des données (RGPD).

En application de ces dispositions, le titulaire doit s'assurer de la sécurité et de la confidentialité de ces données, et a notamment la responsabilité d'informer les personnes employées ou susceptibles d'être employées, ainsi que les personnes embauchées ou susceptibles d'être embauchées directement par lui, des dispositions prévues audit règlement (notamment en ce qui concerne la collecte, la transmission, le destinataire, la conservation, le traitement, l'accès et la rectification des données personnelles). En cas de recours à un intermédiaire pour l'emploi ou l'embauche des personnes éligibles (notamment le recours à une entreprise d'intérim, un sous-traitant, une structure de l'insertion par l'activité économique, un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification), le titulaire doit s'assurer que cet intermédiaire assure auprès des personnes concernées l'information relative à l'application du règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Le titulaire s'engage également à répondre aux éventuelles demandes des personnes bénéficiaires du dispositif, souhaitant exercer leur droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des données personnelles les concernant, ainsi que le droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris profilage).

En cas de non-respect des engagements pris au titre de la clause sociale, le titulaire du marché encoure les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

5.3.10 Pénalités de non réalisation de l'objectif d'insertion sociale

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion sur lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, ce dernier fournira au guichet Clauses Sociales de la Mission Locale du Pays de Lorient, et dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles : copie du contrat de travail, structure partenaire, attestation de réalisation...

- En cas de non-transmission des justificatifs nécessaires à la vérification de la mise en œuvre des actions, soit de formation, soit d'insertion (relevé mensuels d'heures, contrats de travail, factures des structures d'insertion, ...), le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 € par jour de retard à compter de la date de la réunion de suivi au cours de laquelle cette non-transmission est constatée et/ou de l'écrit par lequel elle est signalée.

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire est redevable d'une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire brut.

- Recouvrement des pénalités : Le montant des pénalités, lorsqu'il peut être retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire, vient en atténuation de la dépense. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un titre de recette à l'encontre du titulaire. Indépendamment du dispositif de sanction précité, le cumul du montant des diverses pénalités ne pourra excéder 15% du montant du marché.

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer le maître d'ouvrage ainsi que le facilitateur par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra

plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

5.3.11 *Prise en compte des difficultés conjoncturelles et bilan*

En cas de difficultés conjoncturelles sérieuses survenant en cours de contrat et affectant durablement l'entreprise, le GHBS veillera en priorité, dans l'intérêt général, à préserver l'emploi dans l'entreprise ou le groupement d'entreprises titulaire, ainsi que dans les entreprises sous-traitantes éventuelles. Dans de telles circonstances, il pourrait donc être procédé à une interruption du dispositif d'insertion.

Cette situation pourra être observée, notamment, dans les deux cas suivants :

- La mise en place du chômage partiel,
- La mise en place d'un plan social.

La reconnaissance d'une telle situation sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché, dont une copie sera notifiée, pour information, à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi, de l'Entreprise et de la Formation Professionnelle, administration compétente quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

Hors ces deux cas de figure précis mentionnés ci-dessus, en cas de circonstances particulières expliquant la non-réalisation partielle des obligations relatives à l'insertion, qui ne soient pas le fait de l'entreprise, et sur la base d'un avis motivé du facilitateur chargé du suivi du marché, le maître d'ouvrage pourra décider de ne pas appliquer cette disposition. Les motifs d'une telle décision devront notamment s'appuyer sur le fait que l'entreprise aura réuni les conditions et mis à disposition les moyens d'une réalisation complète de ses obligations, et que ce sont des motifs conjoncturels indépendant de sa volonté qui l'auront empêchée.

Après la réception des travaux ou à l'issue de la prestation, le facilitateur restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion.

Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année.

Le bilan de l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives éventuelles pour le salarié en insertion seront établies. Une attestation sera établie également.

5.4 Clauses environnementales

En application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du code de la commande publique, ce marché fait l'objet de conditions d'exécution obligatoires relevant du domaine environnemental.

Traçabilité des déchets

Depuis le 1^{er} janvier 2022 (décret n°2021-321), la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments (articles R541-42 à R541-48 du code de l'environnement) s'effectue obligatoirement de façon dématérialisée, via la création d'un registre national des déchets, d'un registre national des terres excavées et des sédiments ainsi que d'une plateforme Trackdéchets

Ce décret n°2021-321 comprend **trois obligations réglementaires impliquant une dématérialisation** pour tous les acteurs de la chaîne du déchet dangereux dont fait partie le titulaire :

la déclaration d'informations au registre national électronique des déchets pour tous les détenteurs, à l'exception des ménages, de déchets dangereux ou de déchets POP au sens de l'art R. 541-8 (les producteurs, les installations de traitement pour leurs flux entrants et sortants, les collecteurs, transporteurs, négociants, courtiers), ainsi que les installations de stockage et d'incinération de traitement de déchets non-dangereux non inertes, et les installations effectuant une sortie du statut de déchets ;

la déclaration d'informations au registre national électronique des terres excavées et sédiments par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments y compris les personnes

effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments;
L'utilisation du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets pour les déchets dangereux et les déchets POP au sens de l'article R. 541-8. La transmission des données à ce système de gestion pour l'élaboration des bordereaux de suivi de déchets dangereux vaut transmission au registre national déchet (si les conditions de contenu et délai définis au code de l'environnement sont respectées).

Deux systèmes d'information nationaux permettent de s'acquitter de ces 3 obligations :

- Le **registre national électronique des déchets, terres et sédiments**, pour ce qui relève de la transmission des informations constitutives des registres chronologiques ;

- La plateforme **Trackdéchets**, <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>, pour ce qui relève de l'émission des bordereaux de suivi de déchets.

L'enregistrement des informations doit avoir lieu, au plus tard sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets.

Le registre national est une unique base de données à laquelle seront transmises les informations constituant les registres chronologiques relatifs aux déchets et aux terres excavées et sédiments.

La plateforme Trackdéchets sera, à terme, interconnectée au registre national et l'alimentera automatiquement, évitant aux personnes gérant des déchets dangereux d'avoir à déclarer des informations au registre national, en plus d'émettre des BSD.

Les données déclarées au titre des obligations réglementaires mentionnées ci-dessus seront ainsi toutes versées dans une unique base de données nationale.

Les documents particuliers du marché peuvent notamment prendre en compte, sur l'ensemble du cycle de vie des produits, ouvrages ou services acquis, selon la nature de l'achat :

- la réduction des prélèvements des ressources ;*
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;*
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;*
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;*
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;*
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;*
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;*
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.*

5.5 Certificats d'Economie d'énergie

Le Titulaire garantit au Maître d'Ouvrage le volume minimal de CEE figurant à l'Acte d'Engagement (exprimés en kWh cumac).

Le Maître d'Ouvrage sera en droit d'exiger le versement d'une indemnité dans l'hypothèse où la réalisation des travaux ne permettraient pas l'obtention de tout ou partie du volume de CEE garanti par le Titulaire, sauf dans le cas où la non obtention ne lui serait pas imputable et qu'il justifierait avoir mis en œuvre toutes les diligences raisonnablement nécessaires. En particulier, le Titulaire n'est pas responsable des retards et fautes imputables au Maître d'Ouvrage et aux autorités chargées de la délivrance des CEE.

Cette indemnité sera égale à la valeur des CEE non obtenus, calculée sur la base des engagements du Titulaire exprimés en kWh cumac et d'un prix unitaire de valorisation exprimé en euros/kWh cumac : le prix unitaire de revente moyen pour le Maître d'Ouvrage est fixé à la valeur de la base Emmy à la Date Effective de Réception de l'ouvrage.

Le candidat s'engage sur un volume minimal de CEE, figurant dans l'acte d'engagement qu'il présente à l'appui de son offre.

Les titulaires respectifs des lots concernés par les CEE devront, lors de la phase de préparation, faire leurs propres calculs, qui pourront induire un volume de CEE (kWh cumac) supérieur à celui prévu initialement. Ce nouveau volume remplacera l'initial.

ARTICLE 6 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

6.1 Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé à l'Acte d'Engagement.

Un ordre de service précisant la date de démarrage de la période de préparation sera notifié au titulaire suivant les modalités présentées à l'article « Ordres de service » du présent CCAP.

Lorsque le niveau de préparation des travaux est conforme aux exigences fixées dans le présent document, un nouvel ordre de service précisant la date de démarrage des travaux sera notifié au titulaire.

6.2 Calendrier d'exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 18.1.4 du CCAG, le calendrier prévisionnel ne précise pas les dates d'intervention mais leur durée par rapport à la semaine de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré à partir du calendrier prévisionnel d'exécution et précise quant à lui les dates d'intervention.

6.3 Prolongation des délais d'exécution

6.3.1 *Article 18.2 du CCAG*

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 18.2 du CCAG.

Pour pouvoir bénéficier des stipulations du présent paragraphe, le titulaire doit signaler à la maîtrise d'ouvrage les causes du ou des retards qui selon lui échappent à sa responsabilité dans un délai de dix (10) jours après leur survenance, par tout moyen permettant d'attester la date de façon certaine.

6.3.2 *Jours d'intempérie*

En vu de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours par an, pour les lots 1, 2, 3, 4 et 10.

En vue de l'application éventuelle du 3^{ème} alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution seront prolongés, pour le nombre de jours au-delà de celui forfaitairement arrêté au paragraphe ci-avant, pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Organisme de référence	Nature du phénomène	Valeur limite
Station météorologique la plus proche du lieu des travaux	Pluie	25 mm/24 heures
	Neige	5 cm
	Température	-5° C
	Vent (grues –couverture échafaudages)*....	60 km/h

* Mesurer pendant les heures légales de travail

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre et maître d'ouvrage le jour même (envoi par mail avec diffusion du bulletin météo correspondant). Le demandeur fournira un bulletin météo suffisamment précis pour juger des conditions d'application des clauses d'intempéries ci-dessus. En fonction de ces informations, le maître d'œuvre analysera le bien-fondé des demandes et, *sur proposition de ce dernier*, le maître d'ouvrage décidera de leur prise en compte dans le décompte des journées d'intempéries entraînant une prolongation des délais *au-delà du nombre de jours d'intempéries forfaitaire fixé ci-dessus*.

Le délai d'exécution ne peut être prolongé que par le maître d'ouvrage et par ordre de service actant un arrêt pour intempéries constatées par la météorologie régionale au poste le plus proche, dans les conditions définies dans le tableau ci-avant et mettant l'entreprise dans l'impossibilité d'exécuter les travaux.

6.4 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, une pénalité journalière sera appliquée par jour calendaire de retard (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP).

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, le simple constat du maître d'œuvre du retard dans l'exécution entraîne de fait l'application de cette retenue sur chaque décompte mensuel. Cette retenue sera restituée à l'échéance du calendrier contractuel de l'exécution des travaux du lot si celui-ci est respecté.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE

7.1 Notification et information

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, le marché prend effet à compter de la réception de sa notification par le titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement signé par les parties, accompagnée éventuellement d'une mise au point du marché. Les autres documents contractuels ne sont pas notifiés au titulaire. Ce sont ceux issus de la consultation, dans leur dernière version publiée sur le profil acheteur. Ils sont conservés par le maître d'ouvrage ainsi que l'original de l'Acte d'Engagement et ce sont les seuls qui font foi.

Pour les notifications au titulaire du marché, des décisions, observations ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la plateforme des achats de l'État (PLACE) qui permet d'attester de la date et de l'heure de leur réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

A défaut de consultation, les parties sont réputées avoir reçu cette notification dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur la plateforme PLACE. (cf article 3.1 du CCAG)

Il est demandé au candidat de renseigner une adresse courriel valide lors de son identification sur PLACE et dans son acte d'engagement. Elle permettra les échanges électroniques, via l'application, liés à l'exécution administrative du marché pour toute sa durée (notification, paiement, facture, modification contractuelle, avenant...). Le titulaire s'engage à ce que cette boîte aux lettres électronique soit lue et vidée régulièrement de sorte que le pouvoir adjudicateur ne puisse être tenu pour responsable des retards dans la prise de connaissance de l'information ou de la non réception des messages.

Tout changement d'adresse mail en cours d'exécution du marché devra faire l'objet d'une notification préalable à l'acheteur aux adresses suivantes :

sgami-ouest-bzamp-travaux@interieur.gouv.fr

Et

sgami-ouest-di-bzpf-finance@interieur.gouv.fr

7.2 Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises par le titulaire au maître d'ouvrage, de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles, sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessins et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

7.3 Ordres de service

Le titulaire accuse réception datée des ordres de service émis par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage. En cas d'observation, le titulaire se réfère à l'article 3.8.2 du CCAG.

7.3.1 Pour l'exécution des prestations

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

L'ordre de service est la décision (acte unilatéral) du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

L'ordre de service est écrit, daté, numéroté et notifié par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution d'un ordre de service est suspendu dès lors que le titulaire notifie au maître d'ouvrage et maître d'œuvre que cet OS reviendrait à contrevenir à des dispositions législatives ou réglementaires.

Les ordres de service notifiés par le maître d'œuvre qui entraînent une modification des conditions d'exécution du marché (délais, durée, montants) font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, cette validation de l'OS par le maître d'ouvrage est matérialisée par sa signature.

Le maître d'ouvrage prévoit d'émettre des ordres de service indépendamment du maître d'œuvre dans les cas suivant :

- le démarrage de la période de préparation et le démarrage des travaux.

En toute hypothèse, le titulaire doit se conformer aux ordres de service qui lui sont notifiés qu'ils aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, trente jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel. (art. 14.4 du CCAG)

7.3.2 Pour la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs

La réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient doivent être établis par ordres de services, mentionnant provisoirement les prix nouveaux retenus.

Suivant les dispositions de l'article 3.8.6. du CCAG, les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à rémunération complémentaire dans les conditions de l'article 14 du CCAG. Ainsi, le titulaire est dispensé de respecter un OS, si aucune valorisation financière n'a été prévue dans l'OS.

Tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 13 à 16 du CCAG, doivent, pour être opposables au maître d'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, aucune indemnité pour dépassement du montant des travaux ne sera versée au titulaire.

ARTICLE 8 - CLAUSES FINANCIÈRES

8.1 Prix

8.1.1 *Caractéristiques des prix pratiqués*

Les prestations sont réglées à prix forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du **prix forfaitaire fixé par le titulaire dans son acte d'engagement et sa mise au point éventuelle**, en tenant compte de l'ensemble des dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations telles que prévues à l'article 9 du CCAG, y compris celles liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, depuis la notification du marché jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement en tenant compte des dépenses communes de chantier.

En complément, le prix du marché est réputé comprendre toutes les sujétions résultant de la mise en place de mesures de prévention protégeant la santé des collaborateurs du titulaire, relevant de sa responsabilité en qualité d'employeur, et de l'inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Ces indications sont valables pour toutes crises sanitaires, Covid 19, ou tout autre contexte épidémique.

En ce sens, elle suivra les prescriptions du guide l'OPPBTP (dernière version en vigueur).

D'une manière générale, le titulaire s'engage à respecter les prescriptions du CSPS et du Maître d'œuvre sur ces aspects en particulier.

Toutes ces consignes sont réputées connues à ce jour. De fait, le titulaire intégrera dans ses prix l'ensemble des contraintes liées à la gestion sanitaire du chantier, tant en termes de fournitures que de délais. Aucune demande de plus-value financière ne sera acceptée par la Maîtrise d'œuvre, de quelque nature que ce soit.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Il sera fait application de la TVA au taux en vigueur et le montant, toutes taxes comprises, apparaîtra.

L'unité monétaire utilisée pour ce marché est l'euro (€). Les prix et les factures sont donc établis dans cette unité.

8.1.2 *Approvisionnements*

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il ne sera réglé aucun acompte sur approvisionnements.

8.1.3 *Modalités de variation des prix*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiale, par dérogation à l'article 9.4 du CCAG.

Ce mois est appelé mois "**Zéro**" (**Mo**) et est indiqué sur la 1^{ère} page de l'acte d'engagement.

Lorsque la procédure de passation donne lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, le mois de référence n'est pas modifié.

Les prix sont révisables mensuellement dans les conditions des articles R.2112-13 et R.2112-14 du code de la commande publique et selon les modalités ci-après.

Les formules mises en œuvre sont donc les suivantes

Lot 1

$$P_n = P_o \times \frac{(BT01 z_n)}{BT01 z_o}$$

Lot 2

$$P_n = P_o \times \frac{(BT01 z_n)}{BT01 z_o}$$

Lot 3

$$P_n = P_o \times \frac{(BT42 z_n)}{BT42 z_o}$$

Lot 4

$$P_n = P_o \times \frac{(BT27 z_n)}{BT27 z_o}$$

Lot 5

$$P_n = P_o \times \frac{(BT08 z_n)}{BT08 z_o}$$

Lot 6

$$P_n = P_o \times \left[\left((0,5 \times \frac{BT09 z_n}{BT09 z_o}) + (0,5 \times \frac{BT10 y_n}{BT10 y_o}) \right) \right]$$

Lot 7

$$P_n = P_o \times \frac{(BT48 z_n)}{BT48 z_o}$$

Lot 8

$$P_n = P_o \times \frac{(BT47 z_n)}{BT47 z_o}$$

Lot 9

$$P_n = P_o \times \frac{(BT38 z_n)}{BT38 z_o}$$

Lot 10

$$P_n = P_o \times \frac{(TP01 z_n)}{TP01 z_o}$$

Dans lesquelles :

P_n = Prix révisé

P_o = Prix initial

n = mois n d'exécution des prestations

o = mois Mo

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Pour le calcul de la variation des prix des travaux, les index de référence retenus sont les suivants :

Lot	Index	Libellé
1	BT 01	Tous corps d'état
2	BT 01	Tous corps d'état
3	BT 42	Menuiserie en acier et serrurerie
4	BT 27	Fermeture de baies en aluminium
5	BT 08	Plâtre et préfabriqués
6	BT 09 et BT 10	Carrelage et revêtement céramique, et Revêtements en plastiques
7	BT 48	Ascenseurs
8	BT 47	Electricité
9	BT 38	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
10	TP 01	Index général tous travaux

Les valeurs des indices sont consultables sur le site :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847>

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, la révision est déterminée provisoirement et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

8.1.4 Répartition des dépenses communes

Les dépenses communes nécessaires à la bonne exécution des prestations, sauf dispositions particulières prévues au CCTP, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront, sans que le maître d'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

L'entrepreneur titulaire du lot principal (**lot n°1 « Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flochage / charpente »**) procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition desdites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marché de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

8.1.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Lorsque des travaux supplémentaires ordonnés par le maître d'ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnés dans la décomposition du prix forfaitaire, la modification correspondante de ce prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus ou en moins, les prix d'unités de la décomposition (article 13 du CCAG).

Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans la décomposition du prix forfaitaire, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché notamment aux conditions économiques en vigueur au mois Mo présenté dans l'acte d'engagement.

Par dérogation aux articles 14, 15 et 16 du CCAG, aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux.

8.2 Garanties financières - Hors la partie du lot 1 relative à la démolition et au désamiantage

Pour les marchés d'un montant initial supérieur à 20.000,00 € HT.

Une retenue de garantie de **5 %** du montant toutes taxes comprises des travaux, indiquée dans l'acte d'engagement sera prélevée au titulaire sur le montant de chaque acompte, sur les règlements partiels définitifs et le solde.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R.2151-13, Ce taux est de **3 %** (articles L.2191-7 et R.2191-33 du CCP).

En cas de modifications contractuelles ayant un impact financier, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Elle peut être substituée, au gré du titulaire et à tout moment, par une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande (articles R.2191-36 à R.2191-42 du CCP).

Dans l'hypothèse où la caution ou la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

En complément de l'art R.2191-35 et R.2191-42 du CCP et par dérogation à l'art 42.5 du CCAG, le remboursement de la retenue de garantie ou la libération de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire interviendra dans un délai de 30 jours après l'expiration du délai de garantie du marché réceptionnée sans réserve ou, à défaut, après la date de leur levée.

8.3 Avance - Option A

Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 50 000,00 € HT et un délai d'exécution du marché supérieur à 2 mois, une avance est versée au titulaire du marché public et éventuellement à son (ses) sous-traitant(s) admis au paiement direct, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse de ceux-ci dans l'acte d'engagement ou dans la déclaration de sous-traitance.

Le montant de l'avance est égal :

- pour les petites ou moyennes entreprises (PME) au sens du code de la commande publique : **30 %** d'une somme égale à douze fois le montant initial (ou pour un marché à tranches : du montant de la tranche ferme et du montant de chaque tranche affermie), toutes taxes comprises, divisé par la durée du marché ou, pour un marché à tranches, de la tranche considérée exprimée en mois.
- pour les autres entreprises, hors PME, à **05 %** d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché (ou pour un marché à tranches : du montant de la tranche ferme et du montant de chaque tranche affermie), toutes taxes comprises, divisé par la durée du marché ou, pour un marché à tranches, de la tranche exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance interviendra dans le délai de 30 jours, compté à partir de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Si le montant de l'avance est supérieur à 30 %, le titulaire et, éventuellement, son(ses) sous-traitant(s) admis au paiement direct qui acceptent l'avance constitueront une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, à hauteur du montant de l'avance, conformément aux dispositions du CCP.

Le paiement de l'avance interviendra dans le délai de 30 jours, compté à partir de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, **associé à chaque tranche** et sous réserve de la réception de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire pour les avances supérieures à 30 %.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des travaux réalisés par l'entreprise, qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera cinquante pour cent (50 %) du montant initial du marché sur la part des travaux non sous-traités. Il devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant du marché sur la part des travaux non sous-traités.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application, éventuellement, de la clause de variation de prix.

Lorsque le titulaire du marché, qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Dans ce cas, le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

8.4 Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG.

8.4.1 Facturation électronique

◦ Mentions obligatoires des factures sous forme électronique

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-4 comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas (notamment marché à prix global et forfaitaire), les références du contrat ou le numéro de l'engagement juridique (n° d'EJ) figurant sur la première page de l'acte d'engagement ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux respectivement effectué par chacun ; en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC
- 11° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 12° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 13° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

- Modalités de transmission des factures électroniques

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, le titulaire du marché ainsi que les éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent les factures sous forme électronique via la portail de facturation « Chorus Pro ».

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures / les projets de décompte mensuels, sont libellées au nom du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest – Chorus « Pôle immobilier », et transmises par l'intermédiaire du module « travaux » du portail gratuit et sécurisé « Chorus Pro » sur le site <https://chorus-pro-gouv.fr>

Renseignements utiles pour la dématérialisation :

Dans le bloc « MOE » **et** le bloc « Destinataire » :

n° SIRET : 13002036500016
code service : BFM135

Pour l'efficacité du traitement des demandes, l'attention du titulaire est portée sur le nommage des documents déposés dans l'application Chorus Pro. Il veillera à la bonne identification des différents justificatifs.

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire peut se référer à la documentation disponible à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

8.4.2 Projets de décompte

- Demandes de paiement mensuelles

Les demandes de paiement mensuelles sont présentées sous forme de projets de décompte mensuels établis par le titulaire conformément à l'article 12.1 du CCAG pour le versement des acomptes, via chorus pro, permettant de donner une date certaine.

Ce projet de décompte comporte en en-tête les indications suivantes :

- 1) la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et le cas échéant celles des sous-traitants payés directement accompagnée de l'attestation de paiement direct ou la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire (un fichier par pièce jointe)
- 2) les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux,
- 3) l'objet succinct du marché
- 4) la période au cours de laquelle ont été effectués les travaux qui font l'objet de la demande de paiement
- 5) son numéro de SIRET (14 chiffres) et les références du compte à créditer.

Le maître d'œuvre procède à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par le titulaire, les accepte ou les rectifie et à la mise à disposition des états d'acompte mensuel sur le portail public de facturation dans un délai de 7 jours à compter de leur dépôt sur le portail.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

- Acomptes mensuels

Pour le règlement des acomptes mensuels, il est fait application des dispositions de l'article 12.2 du CCAG.

Le titulaire s'assure que l'état d'acompte est bien déposé sur la plateforme par le maître d'œuvre dans ce délai de 7 jours, à défaut il alerte le maître d'ouvrage de cette défaillance qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de défaillance du maître d'œuvre et d'absence d'information du titulaire dans le délai de 7 jours, le délai de paiement est suspendu entre le 8^{ème} jour et la date d'information effective du titulaire auprès du maître d'ouvrage.

- Paiement final – Décompte général – Solde

La demande de paiement finale, le décompte final et le décompte général et définitif sont établis, transmis et réglés dans les conditions de l'article 12.3 et 12.4 du CCAG sauf dérogations présentées ci-après.

Le projet de décompte final devra être déposé sur le module travaux de chorus Pro et comportera les documents suivant :

- le mémoire des travaux prévus au forfait initial
- le mémoire des travaux prévus mais non exécutés
- le mémoire des travaux exécutés mais non prévus

Ces documents récapituleront tous les ouvrages exécutés depuis le début du chantier. Ils seront détaillés, préciseront tous les calculs ayant concouru à la détermination des différents montants et seront accompagnés, le cas échéant, de toutes pièces justificatives.

Si le montant du marché a été modifié par modification contractuelle ou ordre de service, son montant ainsi que sa référence devront clairement ressortir des documents fournis.

Le projet de décompte général ainsi que le décompte général définitif seront établis au format papier et transmis entre les différents intervenants par courrier recommandé.

L'entreprise ne pourra présenter son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'à compter de la réception de l'ensemble des travaux, toutes tranches comprises le cas échéant, et qu'après notification par le maître d'ouvrage de sa décision de levée la dernière réserve, par dérogation aux articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG Travaux.

L'entreprise devra transmettre son projet de décompte final dans le délai de 30 jours maximum à compter de la notification de la décision de réception sans réserve ou de levée de la dernière réserve.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans un délai de deux mois, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

En cas de défaillance du titulaire, par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG, le maître d'œuvre le met en demeure de transmettre son projet avec copie au maître d'ouvrage, à défaut il établit le décompte final au frais du titulaire.

8.4.3 Délai global de paiement

Le présent marché est soumis au délai global de paiement de 30 jours selon les dispositions prévues à l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Les modalités de déclenchement du délai de paiement sont prévues aux articles R.2192-12 à R.2192-26 du code précité. Ce délai pourra être suspendu dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du code précité.

8.4.4 Intérêts moratoires

Il est fait application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le maître d'ouvrage retardataire doit s'acquitter de ces pénalités dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principal.

8.4.5 Paiement des co-traitants

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants éventuels
- Au titulaire mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

En cas de groupement d'opérateurs économiques ayant adopté la forme solidaire, le titulaire du marché précisera, s'il le souhaite, dans l'acte d'engagement le versement des sommes sur un compte unique.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG.

8.4.6 Paiement des sous-traitants de premier rang

Le sous-traitant de premier rang peut bénéficier de la procédure de paiement direct sous conditions :

- Être agréé y compris dans ses conditions de paiement ;
- Le montant sous-traité doit être au moins égal à 600 € TTC ;
- Avoir adressé sa demande de paiement en temps utile.

A la suite, la procédure de paiement direct est soumise aux mêmes règles que celles du titulaire quant au délai global de paiement et aux intérêts moratoires.

Ainsi, le sous-traitant de premier rang suit la procédure dans les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-14, R.2192-22, R.2192-23 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique :

- il adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché avec AR
- Il envoie ensuite à l'acheteur, avec AR, l'ensemble des documents envoyés au titulaire y compris la preuve de cet envoi à ce dernier,
- l'acheteur transmet les factures ainsi reçues au titulaire. Sans validation ou refus de celui-ci sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme acceptée par lui.
- l'acheteur procède alors au paiement du sous-traitant, dans le délai global de paiement courant à compter de la réception par l'acheteur de la demande de paiement et des factures produites par le sous-traitant.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8.4.7 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les paiements versés aux entrepreneurs (titulaire / sous traitants / cotraitants) seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

8.5 Cession ou nantissement de créances

Dans les cas où le titulaire cède ou nantit la créance qu'il détient à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire, il sera fait application des articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE RÉALISATION DES OUVRAGES

9.1 Assurances

9.1.1 *Assurances du maître d'ouvrage*

Conformément à l'article L.243-1 du code des assurances « les obligations d'assurance ne s'appliquent pas à l'État lorsqu'il construit pour son propre compte ».

9.1.2 *Assurances du titulaire*

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG, tout titulaire (mandataire, co-traitants et sous-traitants le cas échéant inclus) doit justifier, avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance de responsabilité civile professionnelle,
- une assurance de responsabilité décennale. Les garanties doivent couvrir l'étendue des risques portés par le titulaire dans le cadre de cette opération.

Les assurances doivent être à jour pendant toute la durée du marché. Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, sans demande du maître d'ouvrage, le titulaire et les sous-traitants ont l'obligation de transmettre à chaque modification et à chaque échéance, les nouvelles attestations des contrats d'assurances, dans les conditions fixées à l'annexe du courrier de notification.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

9.1.3 *Dégradations causées aux voies publiques et bâtiments*

Par dérogation aux indications de l'article 34 du CCAG, il est précisé que le titulaire devra prendre totalement à sa charge toutes les dégradations causées aux voies publiques et bâtiments dont la réparation pourrait lui être réclamée.

Les frais qui en résulteraient feront partie des faux frais du titulaire. A ses frais, avant et après démarrage des travaux, un constat contradictoire de l'état des voies intéressées sera effectué.

9.1.4 *Protection de chantiers*

Le titulaire doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages des dégradations qu'il pourrait subir, notamment du fait des intempéries.

Il devra réparer les dommages provenant du défaut de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Le titulaire doit garantir la protection des ouvrages dans leur intégralité, repris et non-repris. Ainsi, toutes les dégradations qu'il pourrait occasionner pour absence de protection lui seront imputables et il devra leur remise en état à ses frais.

De même, si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, le titulaire devra protéger les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'il pourrait subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'ouvrage. Aucune indemnité ne sera allouée au titulaire pour les pertes, avaries ou dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de moyen ou les fausses manœuvres.

Le titulaire est responsable des vols et dégradations quelconques qui pourraient se produire sur le chantier.

9.2 Caractéristiques des matériaux et des produits

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

9.3 Implantation des ouvrages et piquetages

Il sera fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG.

Les opérations de piquetage générales sont effectuées par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot 1 « Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flocage / charpente ».

Le coût du piquetage est compris dans le prix du contrat.

En complément de ses dispositions, les opérations de piquetage spécial, s'ils n'ont pas été préalablement réalisés par le maître d'ouvrage, sont payées et effectuées par le titulaire du lot 1 **« Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flocage / charpente »**, contradictoirement avec le maître d'œuvre, sous la responsabilité du maître d'ouvrage avant tout commencement des travaux par le titulaire, conformément à la réglementation.

9.4 Préparation des travaux

9.4.1 Période de préparation

Il est fixé une **période de préparation**, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, en application de l'article 28.1 du CCAG, est de **deux (02) mois**. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences présentées ci-après, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Les missions relevant de la période de préparation et des tâches à réaliser par le titulaire sont les suivantes :

- *Constitution et signature du planning d'exécution des travaux*
- *Réalisation des études EXE, puis VISA du MOE*
- *Fourniture des DC4 des sous-traitants*
- *Préparation des installations de chantier*
- *Établissement des inspections communes et PPSPS*
- *Fourniture des CI et carte grises/assurances véhicules qui accèdent au site*
- *Transmission du plan de retrait de l'amiante*
- *Calculs CEE pour les lots concernés*

Le titulaire devra dresser la liste des documents d'exécution à la maîtrise d'œuvre OU au maître d'ouvrage dans un délai de **7 jours** à compter de la réunion de lancement.

En cas de non-respect du délai, une pénalité forfaitaire sera appliquée par jour de retard calendaire.

(Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP)

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets pour ce chantier. Voir le détail des dispositions de ce schéma dans l'article « Gestion des déchets de chantier » ci-dessous.

Chaque entrepreneur (y compris co-traitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordinateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordinateur dans un délai de **30 jours** à compter de la notification du marché.

9.4.2 *Registre de chantier*

Il est tenu sur le chantier un registre de chantier mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le maître d'œuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par voie différente.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur le dit cahier et d'y apposer leur signature.

Les instructions portées par le maître d'œuvre sur ledit registre valent ordres pour chaque entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du responsable de chantier ou conducteur de travaux.

Une plateforme d'échange numérique pourra être mise en place en cours d'exécution, suivant une validation en réunion de chantier. Celle-ci sera administrée par le maître d'œuvre qui définira les modalités de mise en œuvre et d'utilisation de la plateforme. Chaque acteur du chantier déposera les documents qu'il émet et prend connaissance de toutes instructions ou observations formulées.

Le registre de chantier pourra prendre la forme d'une plateforme numérique commune, administré par le maître d'œuvre sur la quelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet et prend connaissance de toutes instructions ou observations formulées.

9.5 Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Conformément aux dispositions de l'article 29-1 du CCAG, le titulaire devra établir et remettre au maître d'œuvre et au contrôleur technique des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour les travaux dans un délai de **15 jours** à compter de la demande.

Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. La délivrance du visa ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité.

En cas de non-respect du délai, une pénalité forfaitaire sera appliquée par jour de retard calendaire.

(Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP)

Le titulaire complétera les plans d'exécution des ouvrages par les détails de façonnage, détails d'atelier et réservations ou les adaptera à ses propres méthodes d'exécution.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels ci-dessous :

La mission confiée au maître d'œuvre inclut la production des documents nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le titulaire a l'obligation de les vérifier avant toute exécution et doit signaler tout erreurs, omissions ou contradictions en qualité d'homme de l'art par écrit, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

L'exécution d'un ouvrage ne pourra être commencée par le titulaire qu'après avoir reçu l'approbation du maître d'œuvre et du contrôleur technique, le délai de délivrance du visa est fixé à **15 jours**.

9.6 Installation et organisation du chantier

9.6.1 Installation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les modalités de l'installation de chantier sont précisées au CCTP du lot 1 « **Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flocage / charpente** ».

9.6.2 Alimentation des fluides

L'alimentation des fluides de chantier devra se conformer au CCTP du lot 1 « **Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flocage / charpente** ».

9.6.3 Stockage de matériel et de matériaux

Tout dépôt de matériel et de matériaux ne pourra être effectué à l'intérieur des bâtiments sans autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le local considéré sera remis en état par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

9.6.4 Signalisation et fermeture de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Le titulaire du lot 1 « **Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flocage / charpente** » est chargé de l'organisation collective du chantier et doit à cet effet maintenir le chantier clos de façon continue et efficace. Il devra notamment se référer aux stipulations du PGC.

En cas de non fermeture du chantier constatée par le maître d'ouvrage, l'OPC, le SPS ou le maître d'œuvre, le titulaire du lot 1 « **Démolition / désamiantage / gros-oeuvre / flocage / charpente** » se verra appliquer une pénalité par infraction constatée (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP).

9.6.5 Gestion des déchets de chantier

◦ Principes généraux

Chaque entreprise intervenante doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Elle devra évacuer ses propres déchets, dans les conditions fixées au CCTP.

Chaque entreprise doit également procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrage déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

En cas de défaut de nettoyage, une pénalité forfaitaire par infraction constatée sera appliquée (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP).

- Contrôle et suivi des déchets de chantier

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment :

- la méthode de prévention de la production des déchets,
- la méthode de tri,
- les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets,
- la traçabilité des déchets,
- les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets
- ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Il est fait application de l'article 36.2 du CCAG (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP).

9.6.6 *Horaires de chantier*

Les jours et horaires d'intervention sur le chantier sont fixés au CCTP.

En cas de non-respect des horaires de chantier, une pénalité forfaitaire par constat sera appliquée. (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP)

9.7 Hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire se conformera aux textes en vigueur, notamment le port des équipements de sécurité par les intervenants sur le domaine public et aux abords de la zone de travail des engins de travaux publics, et suivra en particulier les prescriptions édictées par le maître d'ouvrage ou son délégataire.

Le titulaire communique directement au coordinateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité (PPSPS)
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang et tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Une pénalité forfaitaire pour absence ou retard à la visite d'inspection commune sera appliquée. (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP)

En cas de non remise du PPSPS avant le démarrage de ses travaux, une pénalité par jour de retard calendaire depuis le début de ses travaux sera appliquée à l'entreprise. (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP)

En cas de non prise en compte par l'entrepreneur d'une indication portée par le coordinateur SPS, dans son registre journal ou par courrier, et/ou en cas d'infraction constatée sur le site, il sera appliqué une pénalité forfaitaire. (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP)

9.8 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

10.1 Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles réalisés pendant les périodes de réalisation des travaux ou de garantie des ouvrages sont dus et sont entièrement à la charge du titulaire.

La nature des essais, leur fréquence et les tolérances sont fixées dans le CCTP ou les documents généraux cités en référence.

Le titulaire doit pouvoir justifier en permanence de la qualité de ses travaux, de la performance de ses ouvrages et du respect des performances des ouvrages réalisés.

Il est responsable de la qualité et de la pérennité de ses ouvrages, il doit pour cela :

- maintenir sur le chantier les moyens en personnel et en matériel nécessaire,
- pouvoir justifier à tout moment du respect de la qualité et des conditions d'utilisation des matériaux.

Si le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage constate une insuffisance ou une défaillance dans les mesures de contrôle du titulaire, elle se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles contradictoires par un laboratoire de son choix aux frais du titulaire.

Dans le cas où les essais ne seraient pas satisfaisants, le titulaire sera tenu d'effectuer à ses frais et dans les délais qui lui seront impartis toutes les modifications, réparations, remplacements ou adjonctions nécessaires. Tous les frais d'essais et de contre-essais alors sont à la charge du titulaire.

Le titulaire, en tant que spécialiste doit pallier les insuffisances des détails et les discordances éventuelles entre les CCTP et les plans. Les travaux et fournitures nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, quand bien même ils ne seraient pas expressément mentionnés dans les CCTP, seront à la charge du titulaire.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG et du CCTP sont assurés à la demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de fournir, à ses frais, tous échantillons et documents nécessaires aux vérifications.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles.

10.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder aux dégagements, repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des terrains et des lieux qui auront été occupés par le chantier, dans le délai d'exécution.

En cas de non-respect de remise en état dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, une pénalité sera appliquée (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP). Ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37.2 du CCAG sans préjudice d'une pénalité par jour de retard prévu au présent CCAP à l'article « Pénalités » ci-après.

10.3 Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG, outre les documents qu'il doit fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG, le titulaire remet tous les Documents d'Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du

Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO) en même temps que la demande de réception des travaux.

Ces documents doivent être validés préalablement par le maître d'œuvre. L'entreprise devra transmettre ces documents deux semaines avant la demande de réception des travaux au maître d'œuvre afin qu'il puisse valider ces derniers.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO doit également être transmis au CSPS.

Les DOE devront être transmis en 3 exemplaires papier + 1 numérique sur clé USB, par dérogation à l'article 40 du CCAG.

Outre les documents que le titulaire est tenu de fournir en application de l'article 40.1 CCAG, le titulaire fournit également les documents ci-dessous pour les DOE :

- Les fiches techniques, plans de récolement, guide de l'utilisateur,
- Le rapport final d'intervention de désamiantage (plan de retrait, bordereaux de suivi, analyses...)
- Les documents constitutifs du dossier de demande de CEE.

Préalablement à l'envoi des éléments des DOE, les titulaires des lots concernés par les Certificats d'Economie d'Energie pourront être sollicités par le Maître d'Ouvrage pour l'envoi du dossier comprenant tous les documents justificatifs nécessaires au dépôt du dossier de demande CEE. Le titulaire s'engage dans ce cas à transmettre ces éléments dans les meilleurs délais, **au plus tard 1 mois** après avoir reçu la demande de ces documents ou 2 semaines avant la demande de réception des travaux au maître d'œuvre.

Les dossiers plans et autres documents, conformes à l'exécution seront pliés au format normalisé A4.

Une copie des plans seront fournis sous la forme informatique, dans les conditions suivantes :

- autocad 2017 avec extension .dwg
- dans le cas d'un logiciel différent, avec extension .dxf compatibles .IFC.

Les dispositions de l'article 40.2 du CCAG s'appliquent alors.

La Direction de l'Immobilier du SGAMI OUEST fournira sur demande les fichiers informatiques nécessaires à la remise, après travaux, des plans et des surfaces détaillées des sites et bâtiments suivant la charte graphique de la « gestion du patrimoine » du Ministère de l'Intérieur.

Le délai d'approbation par le maître d'ouvrage est de 2 semaines.

Le montant des pénalités pour le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception est indiqué à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

10.4 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve(s), l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux.

Le titulaire procédera au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédiera aux défauts constatés afin de présenter aux opérations préalables à la réception des ouvrages en parfaite concordance avec les prescriptions fournies dans le CCTP.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le maître d'œuvre fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas rempli la totalité des obligations, il se verra appliquer une pénalité (Cf. Article « Pénalités » du présent CCAP).

10.5 Levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG travaux, en cas de réception avec réserves, leur levée intervient dans le délai demandé par le maître d'ouvrage. A défaut, les délais de garanties attachés au marché seront prolongés d'autant que le retard constaté pour la dernière levée de réserves.

10.6 Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an, dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux prévus à l'article 44.1 du CCAG, et que l'ensemble des réserves n'est pas levé, le délai de garantie est prolongé, pour chaque lot concerné jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations par dérogation à l'article 44.2 du CCAG.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues :

- Garantie de fonctionnement des équipements fournis, pièces et main d'oeuvre (liste des équipements concernés sera fournie par le MOE).

La responsabilité de l'entrepreneur, en cas de désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels causés aux tiers restera en tout état de cause pleine et entière, tant à titre principal que comme garant du maître d'ouvrage y compris si ces désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels ne se sont révélés ou n'ont été portés à la connaissance de l'un ou l'autre des cocontractants qu'après la réception sans réserve des travaux ou arrêté sans réserve du décompte définitif.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant **dix ans** compter à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

ARTICLE 11 - PÉNALITÉS - PRIMES

11.1 Les pénalités

11.1.1 *Montants des pénalités*

En dérogation à l'art. 19.2.3 du CCAG les pénalités appliquées dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

Pénalités		Valeurs	Occurrence	Précisions
Clauses sociales	Obligations	50,00€ HT	Horaire	En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire. Pénalité applicable par heure d'insertion non réalisée.
	Contrôle de l'exécution des clauses sociales	50,00 € HT	Journalière	En cas d'absence ou de refus de transmission des éléments permettant le contrôle de l'exécution des clauses sociales. Pénalité applicable à partir de la mise en demeure du maître d'ouvrage.

Clauses environnementales		100,00 € HT €	Par constat et par jour calendaire de retard	Manquement aux obligations environnementales
		100,00 € HT €	Par jour calendaire de retard	Bordereau de suivi des déchets non dangereux : bordereau absent ou incomplet pour la traçabilité des déchets
		200,00 € HT €	Par jour calendaire de retard	Bordereau de suivi des déchets dangereux : bordereau absent ou incomplet pour la traçabilité des déchets
Préparation des travaux		1000,00 € HT pour les lots 1 et 2 et 500,00 € HT pour les autres lots	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai des prérequis au démarrage du chantier (installation chantier, EXE, PPSPS,...)
Exécution des travaux		1000,00 € HT pour les lots 1 et 2 et 500,00 € HT pour les autres lots	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Documents d'exécution		200,00 € HT	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai pour la remise de la liste des documents d'exécution pendant la période de préparation Mise en place de la GED et son alimentation : Non respect du délai pour la remise des plans d'exécution, des note de calculs et études de détails
Chantier	Fermeture du chantier	500,00 € HT	Forfaitaire	Par constat
	Nettoyage	500,00 € HT	Par infraction constatée	Défaut de nettoyage et de repliement
	Schéma d'organisation et de gestion des déchets	1 000,00 € HT	Forfaitaire	Absence de production des éléments pour le contrôle et le suivi des déchets – Bordereaux de suivi incomplets
	Horaires	200,00 € HT	Forfaitaire	Non respect du responsable de l'équipe technique des horaires supérieures à 30 minutes sans excuse valable – Par constat
	Réunions	500,00 € HT	Forfaitaire	Absence ou retard – Par constat
SPS	Absence de remise des documents ou par infraction constatée par rapport aux consignes d'hygiène et sécurité et aux dispositions du PGC	500,00 € HT	Forfaitaire	Par constat
	Absence / Retard à la visite d'inspection commune	500,00 € HT	Forfaitaire	Par constat
	Non remise du PPSPS avant la démarrage des	500,00 € HT	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai

	travaux			
	Non-respect des indications du CSPS	500,00 € HT	Forfaitaire	Par infraction constatée
Repliement des installations et remise en état des lieux		5 000,00 € HT	Forfaitaire	Non respect du délai
Documents fournis après exécution		1 000,00 € HT	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Documents constitutifs du dossier de demande CEE		100,00 € HT	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Retard pour levée des réserves		1 000,00 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Travail dissimulé		10% du montant TTC du marché	Dès le constat	Cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en la matière.

11.1.2 Modalités d'application

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1 000,00 € HT pour l'ensemble du marché ni du montant total des pénalités de retard supérieur à 10 % du montant total hors taxes.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable et par simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Un décompte mensuel de pénalités est joint à l'état d'acompte au titulaire qui a 10 jours pour faire ses observations.

11.2 Primes

Sans objet

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des dispositions définies aux articles 45 à 48 du CCAG.

ARTICLE 13 - RÉILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Il est fait application des dispositions définies aux articles 49 à 53 du CCAG, sauf dérogations du présent CCAP portées aux dispositions présentées à l'article 52 du CCAG et dans le respect des dispositions de l'article 48 de ce même CCAG.

13.1 Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, aucune indemnité ne sera versée au titulaire après résiliation pour motif d'intérêt général. Seuls les frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution pourront être pris en compte sur justifications, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R.2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En application de l'article 11 du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 08 avril 2022, modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, au 23 de l'article 1^{er}, la résiliation des contrats en cours d'exécution en application du règlement ne pourra donner lieu, au bénéfice des entités se trouvant dans l'un des cas mentionnés au règlement, à aucune indemnisation, y compris une compensation, une prorogation de paiement ou une garantie. Les règles relatives à l'indemnisation des titulaires du fait d'une résiliation à l'initiative de l'acheteur, quel qu'en soit le motif, se trouvent donc écartées.

Par ailleurs, après mise en demeure du maître d'ouvrage, si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, dans un délai déterminé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire en produisant une **copie du jugement de redressement ou de liquidation judiciaire** désignant l'administrateur ou le liquidateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure l'invitant à se prononcer sur la poursuite ou la résiliation du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code du commerce.

Si l'administrateur ou le liquidateur confirme que l'opérateur économique n'est pas en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de toute réponse de sa part au-delà d'un mois, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui imparti un délai plus court.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire et n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 14 - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 15 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français. Il est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Tous les actes administratifs détachables du marché, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français.

Les dispositions de l'article 55 du CCAG s'appliquent.

15.1 Accord à l'amiable

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

15.2 Modes alternatifs

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir l'un ou plusieurs des modes alternatifs de règlement des conflits, soit la médiation, l'arbitrage ou le recours au règlement amiable des différends dont principalement :

a) Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à Monsieur le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Si, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'a pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

b) Médiateur des entreprises rattaché auprès du ministère de l'économie et des finances, conformément aux dispositions de l'article L.2197-4 et R.2191-23 à 24 du CCP, contactable en suivant le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

c) Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie
Comité consultatif interrégional de règlement amiable
Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

Le secrétariat du CCIRA de Nantes peut également être contacté aux coordonnées suivantes :
Tél. : 02 53 46 79 02. Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr . »

15.3 Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles C.C.A.P.	Articles C.C.A.G.
3.1	4.1
6.2	18.1.4
6.4	19.2.3 et 19.2.4

7.1	4.2
7.3.1	3.8.1
7.3.2	14.3
8.1.2	10.4
8.1.3	9.4
8.1.5	14 à 16
8.2	42.5
8.4.2	12.3.1, 12.3.2 et 12.3.4
9.1.2	8.1.3
9.1.3	34
10.3	40
10.5	41.6
10.6	44.2
11.1.1	19.2.3
11.1.2	19.2.1 et 19.2.4
13.1	50.4
13.1	52.1